

1451 02/18

64215 EURCOM UW

64215 EURCOM UW

21877 COMEU B

H.D.	
D.H.D.	
INFO.	fo
TRADE	
AGRI.	ALL
LEGAL	
FIN & DEV.	
SCI & ENE.	
SUP. AG.	
ADM.	
C.F.	✓

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - S.G.

A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON

REF: 20:49 18-02-83 000046113 - 000048574

TLX NR. 31528-SG/BER 11/50

432

TELEX HEBDOMADAIRE NR 115 DU 18.02.83 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

A) TRAVAUX DE LA COMMISSION

A L'INITIATIVE DU PRESIDENT THORN, LA COMMISSION A PROCEDE A UN PREMIER EXAMEN DE SON PROGRAMME DE TRAVAIL DES PROCHAINS MOIS (PARTICULIEREMENT D'ICI LE CONSEIL EUROPEEN DE STUTTGART EN JUIN) A LA SUITE DU DISCOURS DU PRESIDENT THORN AU PARLEMENT SUR LES PRIORITES DE LA COMMISSION. UN CERTAIN NOMBRE DE PROPOSITIONS IMPORTANTES DEVRONT ETRE DEPOSEES DEVANT LE CONSEIL AVANT LA FIN MAI, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LES NOUVELLES RESSOURCES PROPRES ET CERTAINES ACTIONS COMMUNAUTAIRES NOUVELLES (ENERGIE, TRANSPORT ET INNOVATION NO-

Western Union International Telex

International Telex Western Union International, Inc.

TAMENT). LE PRESID THORN SOUMETTRA A LA COMMISSION DES
SA PROCHAINE REUNION UN CALENDRIER DE TRAVAIL PRECIS SUR
LA BASE DES INDICATIONS DES COMMISSAIRES INTERESSES.

B) CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' (21/22 FEVRIER)

LES MINISTRES DANS LE CONSEIL TRAITERONT PRINCIPALEMENT :

- DES RELATIONS AVEC LE JAPON
- DES ENTRETIENS COMMISSION/USA SUR L'AGRICULTURE
- DE L'ACCORD CEE/ESPAGNE DE 1970
- DU STATUT DU GROENLAND
- DES IMPORTATIONS DE PEAUX DE BEBES PHOQUES
- D'UN NOUVEL ACCORD INTERNATIONAL SUR LE SUCRE
- DU FINANCEMENT FUTUR DE LA COMMUNAUTE
- DE LA PREPARATION DU CONSEIL EUROPEEN DE MARS.

LORS DE LEURS DEJEUNERS, ILS DEVRAIENT EGALEMENT EVOQUER
LES RELATIONS AVEC MALTE ET LA TURQUIE, LA VISITE DU MINIS-
TRE SHAMIR A BONN ET LE PROJET FRANCAIS DE CONFERENCE DES
PAYS DE LA MEDITERRANEE OCCIDENTALE.

UNE CONFERENCE AU NIVEAU MINISTERIEL EST PREVUE MARDI AVEC
L'ESPAGNE.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 MARCHÉ INTERIEUR

SUITE A LA DEMANDE DU CONSEIL 'JUMBO' (16.11.82) LA COM-
MISSION A ADOPTE UN RAPPORT AU CONSEIL QUI EVALUE LE FONC-
TIONNEMENT DU MARCHÉ INTERIEUR. LE RAPPORT CONSTATE LES
SUCCES INTERVENUS, MAIS SOULIGNE L'IMPORTANCE DE CE QUI

RESTE A FAIRE : ADAPTATION DES SYSTEMES ADMINISTRATIFS,
COMPLEMENT DE L'ENCADREMENT LEGAL COMMUNAUTAIRE, REPRESENTATION DES INFRACTIONS, ACCELERATION DU PROCESSUS DE DECISION DU CONSEIL. UN SYSTEME DE STAND-STILL TEMPORAIRE DEVRAIT PERMETTRE D'ASSURER LA TRANSPARENCE DES INTENTIONS LEGISLATIVES OU REGLEMENTAIRES DES DIFFERENTS GOUVERNEMENTS EN MEME TEMPS QU'IL PERMETTRAIT LES COORDINATIONS INDISPENSABLES.

2.2 EMPRUNTS COMMUNAUTAIRES

M. ORTOLI A FAIT ADOPTER UNE PROPOSITION DE DECISION DU CONSEIL VISANT A AUTORISER UNE NOUVELLE TRANCHE D'EMPRUNTS DE LA COMMISSION POUR 1 MILLIARD 1/2 D'ECUS. CETTE PROPOSITION FAIT SUITE A LA DECISION DE PRINCIPE DU DERNIER CONSEIL DES MINISTRES DES FINANCES EN FAVEUR DE CE QU'ON APPELLE LE NIC III : EMISSION PAR TRANCHES DE NOUVEAUX EMPRUNTS COMMUNAUTAIRES A CONCURRENCE DE 3 MILLIARDS D'ECUS, EMPRUNTS DESTINES A PROMOUVOIR LES INVESTISSEMENTS DANS LA COMMUNAUTE, NOTAMMENT EN MATIERE D'ENERGIE, D'INFRASTRUCTURE ET AU BENEFICE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES.

DE SON COTE LE COREPER A MARQUE SON ACCORD SUR LE TEXTE DE L'ORIENTATION COMMUNE CONCERNANT LE NIC III, EN DEBIT DE CERTAINES AMBIGUITES QUI POURRAIENT SUBSISTER, NOTAMMENT SUR LA QUESTION DE LA "PERMANENCE" DE CELUI-CI.

2.3 QUOTAS DE PRODUCTION D'ACIER

M. DAVIGNON A FAIT APPROUVER LES TAUX D'ABATTEMENT A RES-

PECTER PAR LES ENTREPRISES SIDERURGIQUES PENDANT LE 2EME TRIMESTRE 1983 SUR LEURS QUOTAS DE REFERENCE. CES TAUX D'ABATTEMENT, PARTICULIEREMENT ELEVES, TRADUISENT LA DETE- RIORATION DE LA SITUATION DE LA SIDERURGIE PENDANT L'ANNEE ECOULEE, DU FAIT DE LA FAIBLESSE DE LA DEMANDE ET DES PERS- PECTIVES TRES SOMBRES A L'EXPORTATION.

2.4 PROJETS DE DEMONSTRATION (ENERGIE)

AT THE COREPER ON 10.2 A COMPROMISE PROPOSAL INTRODUCED BY THE COMMISSION WAS ACCEPTED BY ALL DELEGATIONS. THIS HAD EFFECT OF RESOLVING ALL THE OUTSTANDING PROBLEMS EXCEPT THAT OF THE AMOUNT CONSIDERED NECESSARY FOR THE 5 YEAR DURATION OF THE REGULATIONS. THIS OUTSTANDING QUESTION IS TO BE CONSIDERED BY THE GENERAL AFFAIRS COUNCIL ON 21 FEBRUARY. IF THE COUNCIL ADOPTS THESE REGULATIONS SHORTLY IT IS HOPED THAT INVITATIONS TO TENDER CAN BE ISSUED IN MARCH.

3. ELARGISSEMENT

LE COREPER A POURSUIVI LA PREPARATION DE LA CONFERENCE MINISTERIELLE AVEC L'ESPAGNE DONT ON IGNORE ENCORE SI ELLE POURRA ABORDER MARDI LE CHAPITRE DE L'AGRICULTURE ET ENTREPRISES LA PREPARATION DES DISCUSSIONS DU PROCHAIN CONSEIL EUROPEEN SUR L' "INVENTAIRE" DRESSE PAR LA COM- MISSION.

4. RELATIONS EXTERIE 5

4.1 RENFORCEMENT DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

LA COMMISSION A APPROUVE, A L'INITIATIVE DE M. HAFERKAMP UNE PROPOSITION DE REGLEMENT DU CONSEIL QUI VISE A RENFORCER LES INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE EN MATIRE DE DEFENSE CONTRE LES PRATIQUES COMMERCIALES DELOYALES DES PAYS TIERS. LA COMMISSION PREVOIT D'INSTAURER UN SYSTEME D'EXAMEN ACCELERE DES PLAINTES DEPOSEES PAR L'INDUSTRIE DU PAYS MEMBRE CONTRE DE TELLES PRATIQUES COMBINE AVEC UN PROCESSUS DE DECISION SIMPLIFIE DU CONSEIL, DU TYPE "GUILLOTINE" (LA MESURE PROPOSEE PAR LA COMMISSION SERA ACQUISE SI LE CONSEIL NE S'EST PAS PRONONCE CONTRE ELLE DANS UN DELAI DE 30 JOURS).

DE FACON PLUS GENERALE LE REGLEMENT VISE A FACILITER LE PLEIN EXERCICE DES DROITS DE LA COMMUNAUTE DANS LES INSTANCES CONCERNEES. (LA SIMULTANEITE DE LA TRANSMISSION DE CETTE PROPOSITION AVEC LE RAPPORT SUR L'EVALUATION DU MARCHÉ INTERIEUR REpond AU SOUCI DE LIAISON EXPRIME PAR CERTAINS ETATS MEMBRES ENTRE CES DEUX ASPECTS DES ACTIONS COMMUNAUTAIRES EN PREVISION DU PROCHAIN CONSEIL SPECIAL "MARCHÉ INTERIEUR" DU 1ER MARS).

4.2 "QUADRILATERALE" A TOKYO (11.2.1983)

LES VICE-PRESIDENTS HAFERKAMP ET DAVIGNON ONT PARTICIPE LE

11 FEVRIER A LA REUNION QUADRILATERALE ORGANISEE PAR LE GOUVERNEMENT JAPONAIS. LES AUTRES PARTICIPANTS ETAIENT M. YAMANAKA, MINISTRE JAPONAIS DU MITI, M. BROCK, REPRESENTANT SPECIAL DES E.U. POUR LES QUESTIONS COMMERCIALES, ET M. REGAN MINISTRE CANADIEN DU COMMERCE INTERNATIONAL. LES DISCUSSIONS ONT PORTE SUR LES QUESTIONS MACRO-ECONOMIQUES (SITUATION DE L'ECONOMIE MONDIALE, ENDETTEMENT DES PVD, CONSEQUENCES DE LA BAISSSE DES PRIX DU PETROLE SUR LA REPRISE ECONOMIQUE, SYSTEME FINANCIER ET MONETAIRE), SUR LES QUESTIONS DES ECHANGES AVEC UNE REFERENCE PARTICULIERE A L'ORGANISATION DU GATT ET LES SUITES A RESERVER A LA MINISTERIELLE.

SI UNE PROCHAINE "QUADRILATERALE" DOIT SE TENIR, IL A ETE PREVU QU'ELLE AURA LIEU AU CANADA.

4.3 JAPON

SUITE AUX NEGOCIATIONS MENEES LA SEMAINE DERNIERE A TOKYO PAR MM. HAFERKAMP ET DAVIGNON, OU LES INTERETS DE LA COMMUNAUTE ONT ETE POUR LA PREMIERE FOIS, VERITABLEMENT PRESENTES ET DEFENDUS GLOBALEMENT, LA COMMISSION A APPROUVE MERCREDI ET TRANSMIS AU CONSEIL UNE COMMUNICATION QUI A TRAIT A LA POLITIQUE DE LA COMMUNAUTE VIS-A-VIS DU JAPON. CETTE COMMUNICATION PORTE SUR LES 3 VOLETS DE NOS RELATIONS AVEC LE JAPON :

A) ELLE INSISTE SUR LA NECESSITE DE CONTINUER A FAIRE PRES-
SION SUR LES JAPONAIS POUR LA POURSUITE DE L'OUVERTURE DE
LEUR MARCHÉ. PLUS PARTICULIEREMENT, ELLE PROPOSE QUE LA COM-
MUNAUTE PARTICIPE ACTIVEMENT A LA REVISION PROCHAINE DES
REGLEMENTATIONS JAPONAISES SUR LES NORMES.

B) EN CE QUI CONCERNE LA MODERATION DES EXPORTATIONS JAPONAISES POUR LES 10 PRODUITS "SENSIBLES", LA COMMISSION EST DE L'AVIS QU'ELLE A OBTENU DU JAPON LES ASSURANCES, SOUHAITEES PAR LE CONSEIL DU 13 DECEMBRE 1982, VISANT LA POURSUITE D'UNE POLITIQUE DE MODERATION CLAIREMENT - DEFINIE ET EFFECTIVE A L'EGARD DE LA COMMUNAUTE DANS SON ENSEMBLE.

C) ENFIN, LA COMMISSION MET EN LUMIERE L'OPPORTUNITE D'ELARGIR LA COOPERATION AVEC LE JAPON DANS DES DOMAINES TELS QUE LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE, LA COOPERATION INDUSTRIELLE, L'ENERGIE, L'AIDE AU DEVELOPPEMENT.

LE COMITE 113 DEVRAIT DES LUNDI PREPARER UN PROJET DE CONCLUSIONS DU CONSEIL SUR CES TROIS VOLETS.

4.4 AUTRICHE - VISITE DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

LE DR. WILLIBALD PAHR, A SAISI L'OCCASION DE SA PRESENCE A BRUXELLES POUR RENDRE VISITE AU PRESIDENT THORN ET AU VICE-PRESIDENT HAFERKAMP LE 18 FEVRIER.

LES ENTRETIENS ONT PORTE SUR LES GRANDS THEMES INTERNATIONAUX, TELS QUE LES RELATIONS AVEC LE JAPON ET LES ETATS-UNIS ET AU PLAN BILATERAL LES POSSIBILITES D'UN RENFORCEMENT DE LA COOPERATION, L'ELARGISSEMENT AINSI QUE LES PROBLEMES DE TRANSPORT.

4.5 LIBAN - PROJETS D'AIDE

EN DATE DU 11 FEVRIER, LA COMMISSION A TRANSMIS AU CON-

SEIL UNE COMMUNICAT... RELATIVE A L'AIDE COMMUN...TAIRE A
LA RECONSTRUCTION AU LIBAN. IL S'AGIT EN L'OCCURRENCE DU
FINANCEMENT D'UN PROJET DE 20 MECUS DESTINE A AMELIORER
L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA VILLE DE BEYROUTH DONT
LA SITUATION DANS CE DOMAINE EST DEVENUE DIFFICILE SUITE AUX
EVENEMENTS DE L'ANNEE DERNIERE. LE FINANCEMENT SERA IMPUTE
A UNE NOUVELLE LIGNE BUDGETAIRE INSCRITE "POUR MEMOIRE"
DANS LE BUDGET 1983 (ARTICLE 952)."

4.6 MEDITERRANEE - POLITIQUE DE LA PECHE

LE PARLEMENT A ADOPTE UNE RESOLUTION INVITANT NOTAMMENT LA
COMMISSION A PRESENTER DES PROPOSITIONS CONCRETES AU TITRE
DES MESURES DISCUTEES DANS LE CADRE DU MANDAT DU 30 MAI,
SOULIGNANT QUE LE SECTEUR DE LA PECHE CONSTITUE UN FACTEUR
IMPORTANT DE DEVELOPPEMENT DES REGIONS MEDITERRANEENNES. EN
SEANCE, M. CONTOGEOGRIS A RAPPELE QUE LA NOUVELLE POLITIQUE
COMMUNE DE LA PECHE AVAIT DEJA UNE DIMENSION MEDITERRA-
NEENNE (STRUCTURES ET ORGANISATION DE MARCHE) ET INDIQUE QUE
LA COMMISSION ELABORE ACTUELLEMENT DES AVIS SCIENTIFIQUES
SUR LES RESSOURCES HALIEUTIQUES DE LA MEDITERRANEE. (LE PARLEMENT
SOUHAITE UN ACCORD ENTRE TOUS LES PAYS RIVERAINS SUR LA GESTION)

4.7 COMORES - VISITE DU PRESIDENT (15.2)

M. ABDALLAH A SIGNE, A L'OCCASION DE SA VISITE A LA COM-
MISSION, UNE CONVENTION DE FINANCEMENT POUR 0,9MIO ECUS
DESTINEE A UN PROJET REGIONAL D'AIDE A LA NAVIGATION AERIEN.
NE DANS L'OCEAN INDIEN (CE PROJET INTERESSE AUSSI MADAGAS-
CAR, MAURICE, SEYCHELLES, KENYA, SOMALIE ET TANZANIE). IL A
EVOQUE, AVEC M. PISANI, CERTAINS PROJETS DE DEVELOPPEMENT
DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES.

4.8 SYMPOSIUM INDUST. EL EN ASEAN

LE VICE-PRESIDENT DAVIGNON AVAIT ETE INVITE A REPRESENTER LA COMMUNAUTE A UN SYMPOSIUM ORGANISE A SINGAPOUR LES 10 ET 11 FEVRIER PAR L'INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SYMPOSIUM QUI RASSEMBLAIT DES REPRESENTANTS DES PRINCIPAUX PARTENAIRES ECONOMIQUES DE L'ASEAN. (LE DISCOURS DE M. DAVIGNON RETENU A TOKYO, A ETE LU PAR UN REPRESENTANT DE NOTRE DELEGATION DE BANGKOK).

4.9 AIDE ALIMENTAIRE

A) PROCEDURE DE MISE EN OEUVRE.

SUITE A L'ADOPTION DU REGLEMENT-CADRE EN DECEMBRE DERNIER, LA COMMISSION A APPROUVE DEUX PROPOSITIONS DE REGLEMENT DU CONSEIL VISANT A DEFINIR

- LA LISTE DES PAYS ET ORGANISMES BENEFICIAIRES (DONT ONT ETE RETIRES L'AFGHANISTAN ET LE VIETNAM QUI NE POURRONT BENEFICIER D'AIDES DIRECTES ET OU LA CHINE FIGURE PLEINEMENT).
- LES CONDITIONS DE FOURNITURE ET TRANSPORT
- LA LISTE DES PRODUITS ET LES QUANTITES GLOBALES.

ELLE PROPOSE DE SUIVRE, EN 1983, LES MEMES REGLES DE REPARTITION ENTRE LES ETATS MEMBRES QU'EN 1982 POUR LES AIDES NATIONALES PREVUES AU TITRE DE LA CONVENTION ET FERA PLUS TARD DES PROPOSITIONS POUR LES EXERCICES 1984 A 86.

B) AIDES D'URGENCE ' ' PRODUITS DIVERS ' '

LE COREPER A MARQUE SON ACCORD POUR LA PROROGATION JUSQU'AU
30 --48) *364215EJHBEM UW

N EN ATTENDANT LA

MISE EN PLACE DES PROCEDURES DU REGLEMENT-CADRE.

4.10 GATT - TOURNE DISQUES A LECTURE LASER

LE COMITE 113 TITULAIRES A EXPRIME UN AVIS FAVORABLE SUR LA
PROPOSITION DE LA COMMISSION VISANT A INFORMER LE SECRETARIAT
GATT DE L'INTENTION DE LA COMMUNAUTE DE NEGOCIER AU SUJET
DE LA CONCESSION SUR LES TOURNE-DISQUES A LECTURE LASER. IL
APPARTIENDRA AU CONSEIL DE DECIDER ULTERIEUREMENT SUR LE RE-
SULTAT DE LA NEGOCIATION.

CET AVIS A ETE EXPRIME A L'ISSUE D'UN DEBAT D'AUTANT PLUS
APPROFONDI, QU AUCUNE MODIFICATION DE CONSOLIDATION AU TI-
TRE DE L'ARTICLE XXVIII N'A ETE AVANCEE PAR LA CEE DANS LE
DOMAINE INDUSTRIEL DEPUIS UNE DIZAINE D'ANNEES ET QU'IL
S'AGIT D UN PRODUIT ELABORE PAR L'INDUSTRIE COMMUNAUTAIRE
DANS UN SECTEUR DE POINTE.

4.11 FMI - COMITE INTERIMAIRE

LE COMITE INTERIMAIRE, REUNI LES 10 ET 11 FEVRIER A
WASHINGTON, A ABOUTI A UN ACCORD SUR LA HUITIEME REVISION
DES QUOTAS ET SUR L'ELARGISSEMENT DES ACCORDS GENERAUX D'EM-
PRUNT.

LE MONTANT DES QUOTAS SERA PORTE DE 61 A 90 MILLIARDS DE DTS
(+47,5-0/0). L'AUGMENTATION DECIDEE QUI S'EFFECTUERA POUR 65-0/0

SUR UNE BASE SELECTIVE ET POUR 40-0/0 SUR UNE BASE EQUIPROPORTIONNELLE, DEVRAIT DEVENIR EFFECTIVE DES LA FIN DE 1983.

LES ACCORDS GENERAUX D'EMPRUNT (AGE) - CONCLUS EN 1961 AVEC LES PAYS DU GROUPE DES DIX AUXQUELS S'EST ASSOCIEE, EN 1964, LA SUISSE - CONTINUERONT DE SE VOIR ASSIGNER LE MEME OBJECTIF (COMPLETER, EN CAS DE BESOIN, LES RESSOURCES DU FMI), MAIS ILS SERONT NOTAMMENT MODIFIES SUR QUATRE POINTS :

- LE MONTANT DES AGE PASSERA DE 6,4 A 17 MILLIARDS DE DTS,
- TOUS LES PAYS MEMBRES DU FONDS, ET NON PLUS SEULEMENT LES PARTICIPANTS AUX AGE, POURRONT BENEFICIER DES RESSOURCES MOBILISABLES AU TRAVERS DES AGE, MAIS SELON DES CRITERES SPECIFIQUES POUR LES PAYS NON MEMBRES DES ACCORDS,
- LA SUISSE DEVIENDRA MEMBRE A PART ENTIERE DES ACCORDS BIEN QUE NON MEMBRE DU FMI,
- L'ARABIE SAOUDITE POURRAIT CONCLURE UN ACCORD PARALLELE A CELUI DES AGE ET FOURNIR AU FMI UNE PARTICIPATION COMPLEMENTAIRE.

4.12 RECONSTITUTION DES RESSOURCES DE L'AID VI

(ATTENTION DIS) LES DIX S'INQUIETENT D'UNE POSSIBLE PENURIE DES RESSOURCES DE L'AID EN 1983 ET 84, SUITE A LA CARENCE DE LA CONTRIBUTION AMERICAINE. ILS ONT DECIDE LE PRINCIPE D'UNE DEMARCHE DE LA COMMUNAUTE AUPRES DE L'ADMINISTRATION US (FIN DIS).

5. QUESTIONS DIVERSES

5.1 SERVICES DE LA COMMISSION, DG II

LA COMMISSION A NOMME MASSIMO RUSSO, DIRECTEUR GENERAL DES
AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES. IL REMPLACE THOMMASO
PADOA SCHIOPPA QUI QUITTE LE SERVICE DE LA COMMISSION POUR
RENTRE A LA
BANCA D'ITALIA. AGE DE 44 ANS, MASSIMO RUSSO A FAIT LA PLUS
GRANDE PARTIE DE SA CARRIERE AU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
OU IL EST ACTUELLEMENT DIRECTEUR GENERAL ADJOINT.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL - COMEUR

64215 EURCOM UW

64215 EURCOM UWXXXXX

?????

VIA WUI A